Revue européenne des migrations internationales

vol. 27 - n°1 | 2011

La construction de l'altérité dans l'espace noir atlantique : Etats-Unis - France - Caraïbes - Amérique latine

Catégorisation raciale, ethnicité et compétition spatiale des communautés afro-caribéennes aux États-Unis : géographie urbaine et stratégies politiques

Race, Ethnicity and Spatial Competition among Afro-Caribbean Communities in the US: Urban Geography and Political Strategies

Categorización racial, etnicidad y competencia espacial entre las comunidades afro-caribeñas en Estados Unidos: geografía urbana y estrategias políticas

Cédric Audebert

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/5299>

DOI : 10.4000/remi.5299

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2011

Pagination : 31-46

ISBN : 979-10-90426-00-9

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Cédric Audebert, « Catégorisation raciale, ethnicité et compétition spatiale des communautés afro-caribéennes aux États-Unis : géographie urbaine et stratégies politiques », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 27 - n°1 | 2011, mis en ligne le 01 juin 2014, consulté le 14 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/5299> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.5299>

Catégorisation raciale, ethnicité et compétition spatiale des communautés afro-caribéennes aux États-Unis : géographie urbaine et stratégies politiques

.....

Cédric AUDEBERT¹

INTRODUCTION²

La société états-unienne connaît de profondes mutations démographiques et culturelles liées à l'importance croissante des immigrations latino-américaine et asiatique depuis les années 1960³. Les transformations ne sont nulle part aussi apparentes que dans les métropoles d'accueil (*gateway cities*) que sont New York, Los Angeles, Miami, Houston ou San Francisco – où les immigrants constituent entre le tiers et la moitié de la population locale (U.S. Census Bureau, 2002). À New York et en Floride du Sud, les immigrés caribéens sont à l'avant-garde de cette dynamique démographique, constituant respectivement 30 % et 55 % de la population née à l'étranger (*ibid.*). Dans les villes d'installation, ils cohabitent avec une importante communauté noire états-unienne présente de longue date.

Cette tendance de fond n'est pas sans incidences sur les processus d'ethnisation et de racisation⁴ à l'œuvre dans la société états-unienne. Elle offre en même temps un terrain propice à la confrontation et à la mise à l'épreuve dans un même contexte de deux

1 Chercheur CNRS-Migrinter, Migrinter, MSHS – Bâtiment A5, 5 rue Théodore Lefebvre, 86000 Poitiers ; cedric.audebert@univ-poitiers.fr

2 Ce texte constitue une adaptation actualisée de la référence en langue anglaise Audebert (2009).

3 L'analyse se focalisera uniquement sur les populations afro-caribéennes nées ou originaires de la Caraïbe anglophone et créolophone. En effet, à l'exception des Afro-Panaméens, les stratégies politiques des Hispano-Caribéens (Dominicains, Cubains, Puerto Ricains et Centraméricains) d'ascendance africaine correspondent à d'autres logiques relevant à la fois de l'origine nationale et de la catégorisation ethnique hispanique, plus que d'une solidarité liée à une catégorie raciale.

4 Pour reprendre la terminologie de l'article de Christian Poirer dans ce même numéro.

schèmes de catégorisation raciale issus de l'Amérique des plantations, l'un en vigueur aux États-Unis et l'autre issu de la Caraïbe. Une situation singulière en comparaison des contextes latino-américains analysés dans ce numéro, dont les processus de racialisation semblent précisément alimentés – au moins en partie – par la circulation transnationale de schèmes nord-américains !

Les flux migratoires contemporains rendent plus complexe le paysage ethno-culturel des grandes villes aux États-Unis et conduisent ainsi à réévaluer les catégories traditionnelles dominantes en complétant le modèle ancien de distinction entre Blancs anglo-saxons et minorités par un schéma distinguant populations migrantes récentes et populations établies de longue date (Bean et Stevens, 2003). Dans les grandes villes, les stratégies résidentielles et politiques mettent en lumière des différences sociales et culturelles notables entre les populations migrantes noires venues du bassin caribéen et la minorité afro-américaine (Audebert, 2006). Mais à travers ces stratégies, c'est surtout la question de la pertinence des schèmes de racisation qui est posée par une montée en puissance de schèmes concurrents se référant à l'ethnicité.

Au regard de l'impact remarquable de l'immigration contemporaine sur les changements démographiques et culturels dans les villes nord-américaines, la question se pose du lien entre racisation, ethnicité, géographie résidentielle et ascension politique des communautés immigrées arrivées plus récemment. Dans le cadre de cette réflexion, il conviendra de s'interroger sur la concentration résidentielle des deux principales communautés migrantes afro-antillaises, les Haïtiens et les Jamaïcains, comme possible facteur de la visibilité électorale et de l'ascension politique de ces groupes aux États-Unis. Un intérêt particulier sera porté aux contextes new-yorkais et sud-floridien, où vivent deux tiers des Afro-Caribéens aux États-Unis. Nous verrons que les recours aux registres racial ou ethnique ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent être tour à tour utilisés par un même groupe en fonction du contexte, des objectifs visés et de l'échelle spatiale considérée.

Dans cette perspective, les rôles fondamentaux de la catégorisation raciale et ethnique et de la géographie résidentielle dans la vie politique états-unienne seront appréhendés, de même que leur implication sur l'émergence de nouveaux territoires électoraux. La polarisation ethnique et le redécoupage électoral comme outil de représentation équitable des minorités seront analysés. La présence croissante des Antillais anglophones et créolophones à New York et Miami, et la constitution de territoires urbains où ils sont fortement représentés – parfois majoritaires – posent un défi aux théories dominantes de l'assimilation spatiale et de la segmentation résidentielle. De même, en changeant la focale de la catégorisation raciale et ethnique privilégiée par les institutions fédérales à la communauté ethnique opérante à l'échelon local métropolitain, et en opérant un va-et-vient entre une solidarité basée sur l'origine nationale et une perspective pan-caribéenne plus large, l'intérêt portera aussi sur la manière dont les stratégies politiques redéfinissent le sens de l'identité caribéenne et soulèvent la question de la pertinence des catégories raciales et ethniques aux États-Unis, selon l'échelle d'analyse.

LA DIMENSION ETHNO-RACIALE DE LA GÉOGRAPHIE RÉSIDEN- DENTIELLE ET DE LA VIE POLITIQUE AUX ÉTATS-UNIS

L'accueil de vagues successives d'immigrants aux États-Unis au cours de l'époque contemporaine a mis en exergue le lien entre catégorisation ethno-raciale, géographie résidentielle et représentation politique. La concentration résidentielle de certains groupes immigrés a en particulier favorisé la constitution de territoires électoraux permettant une meilleure visibilité politique des communautés ethniques. Les catégories ethniques et raciales sur la base desquelles se sont opérées l'installation et l'intégration des nouveaux arrivants ont joué un rôle clé dans leur visibilité en tant que communautés territorialisées dans les espaces urbains.

Race, ethnicité et géographie résidentielle

La pertinence du facteur ethnique et racial dans la répartition spatiale des populations dans la ville états-unienne a été abondamment théorisée. Selon le modèle de l'assimilation spatiale, les immigrants et leurs descendants tendent à s'installer progressivement dans des quartiers majoritairement occupés par des couches sociales moyennes blanches anglo-saxonnes au fur et à mesure de leur intégration socio-économique et de leur acculturation. Cette optique accordant une importance à la durée d'installation est inspirée des théories traditionnelles de l'École de Chicago (Park, Burgess, Mc Kenzie, 1925). Les immigrants s'installent initialement dans les enclaves ethniques paupérisées des centres urbains, où le logement est plus abordable et où les réseaux ethniques sont plus solides (Logan, Alba, Zhang, 2002). L'histoire et la géographie urbaine du pays sont ponctuées d'exemples tout à fait symboliques, tels que les *Chinatown*s de New York et de Californie, la *Little Havana* de Miami, les *Little Italy* de New York et Chicago et le South Bronx hispanique de New York. L'ascension sociale des familles immigrées leur permettrait ultérieurement de quitter l'enclave ethnique originelle pour des quartiers périphériques où la qualité de vie est meilleure (Massey, 1985).

Une seconde théorie, celle de la segmentation résidentielle (*place stratification*), met l'accent sur la hiérarchisation des quartiers comme moyen pour les couches sociales aisées de maintenir une distance sociale vis-à-vis des minorités moins avantagées sur le plan socio-économique. La discrimination émanant d'acteurs publics et privés et le lien entre la présence des minorités dans un quartier et la perception graduelle d'une menace par la majorité anglo-saxonne blanche s'avèrent être d'importants déterminants dans ce processus (figure 1) à l'origine de la dualité du marché du logement (Massey et Denton, 1993). C'est aussi le cas dans les banlieues, où la ségrégation entre Noirs et Blancs reste marquée, avec un indice de ségrégation de 56,6 en 2000⁵. Dans la logique de l'intégration segmentée, la grande majorité des Afro-Antillais devrait théoriquement résider dans des quartiers noirs et la discrimination dans le logement pourrait limiter la traduction de leur éventuelle ascension sociale en un éventail plus large de choix résidentiels.

5 Cela signifie que 56,6 % des Noirs devraient théoriquement changer de quartier (*census tract*) pour avoir une distribution résidentielle comparable à celle des Blancs non hispaniques dans les périphéries urbaines à travers le pays. Source : Lewis Mumford Center for Comparative Urban and Regional Research, données du Census 2000.

Figure 1 : Éléments explicatifs de l'accès limité des Noirs au marché du logement dans la ville états-unienne

Source : Massey et Denton (1993), Logan et Deane (2002)

Enfin, la théorie de la « niche résidentielle ethnique » s'appuie sur l'installation récente dans certaines banlieues aisées de communautés immigrées disposant d'un solide capital culturel, social et financier, et qui ont constitué des quartiers de classes moyennes clairement identifiables par la composition ethnique de leur population. Ces banlieues apparaissent comme bien plus diverses sur le plan ethnique et racial que le sont les enclaves centrales et les périphéries aisées décrites dans le modèle de l'assimilation spatiale (Alba *et al.*, 1999). Certains auteurs les ont qualifiées d'*ethnoburbs*, en référence aux banlieues ethniques (*ethnic suburbs*) dont l'émergence contredit l'idée d'une dilution de l'identité culturelle des immigrants avec la mobilité résidentielle et socio-économique (Li, 1998 ; Lin et Robinson, 2005).

L'expérience des Noirs montre que les individus restent largement ségrégés – avec un indice de ségrégation de 65 par rapport aux Blancs – et isolés des autres groupes racialisés. La prise en compte du revenu médian des ménages de leur quartier montre qu'ils restent les plus désavantagés sur le plan du statut socio-résidentiel. L'inégalité spatiale qui les caractérise dans les métropoles nord-américaines tient à leur concentration marquée dans les quartiers centraux paupérisés et à leur position moyenne au bas de l'échelle socio-économique. Mais leur situation spécifique s'explique aussi par la persistance de la ségrégation qui les concerne, même au sommet de la hiérarchie socio-économique (Iceland, Sharpe, Steinmetz, 2005 ; Alba, Logan, Stults, 2000). Leur expérience corrobore ainsi la théorie de la segmentation résidentielle et l'actualité du facteur racial dans la dynamique résidentielle aux États-Unis.

Concentration ethno-résidentielle et représentation politique

La catégorisation ethno-raciale joue un rôle majeur dans la vie politique outre-Atlantique. Legs de la législation sur les droits civiques des années 1960, elle a revêtu une dimension institutionnelle pour lutter contre la discrimination liée à l'origine géographique, à la culture ou la couleur de peau. À travers les élections et les stratégies de représentation, la catégorie – ainsi que la communauté – ethno-raciale est devenue l'intermédiaire institutionnel entre les citoyens et l'État. L'appartenance et la revendication ethniques et raciales sont un pré requis pour exister sur le plan institutionnel et politique aux États-Unis. La Loi sur le droit de vote de 1965 et ses amendements furent mis en application pour éliminer les pratiques électorales discriminatoires et favoriser l'ascension politique des minorités. Dans une société où la polarisation du vote s'opère en grande partie sur la base de l'ethnicité, cette législation a eu pour objectif de répondre à la manipulation du dispositif électoral au détriment des minorités, à travers notamment le *gerrymandering*, les annexions territoriales et le système du non-découpage électoral permettant de contourner une démographie et une géographie résidentielle favorables aux minorités ethniques et raciales. Avec l'intégration progressive des minorités dans le processus politique, la vie électorale – en particulier à l'échelle locale – est devenue de plus en plus marquée par la polarisation sur la base d'une catégorisation raciale, ethnique et de classe (Browning, Marshall, Tabb, 2003 ; Jennings, 1997 ; Kasinitz, 1992).

La géographie est un facteur clé pour saisir l'ascension politique contemporaine des minorités aux États-Unis. Leur géographie résidentielle ainsi que celle des immigrants récents restent plutôt marquées par la concentration et la constitution de quartiers identifiables sous la forme d'enclaves ou d'*ethnoburbs*. La législation sur les droits civiques de 1965 s'est appuyée sur ces concentrations ethniques dans une logique de révision des circonscriptions électorales pour favoriser l'émergence de représentants de communautés auparavant absentes de l'échiquier politique. La première étape de ce processus de représentation est la reconnaissance officielle du groupe comme une communauté d'intérêt, sur la base de trois critères principaux : l'identité culturelle, la cohésion politique et la concentration spatiale du groupe. Ensuite sont dessinés de nouveaux districts électoraux qui correspondent aux territoires résidentiels des communautés à promouvoir. Si les Noirs états-uniens ont pu largement bénéficier de cette législation depuis la fin des années 1960, les nouveaux immigrants noirs de la Caraïbe et ceux d'Asie et d'Amérique latine tendent à remettre en cause les grands pôles ethniques électoraux traditionnels en les fragmentant. C'est notamment le cas du bloc noir états-unien. La mise en exergue du lien entre ethnicité, géographie résidentielle et vie politique s'avérera éclairante pour comprendre l'expérience urbaine et politique des Caribéens anglophones et créolophones dans ce pays.

LA GÉOGRAPHIE RÉSIDENTIELLE DES ANTILLAIS AUX ÉTATS-UNIS : UN DÉFI AUX THÉORIES DOMINANTES ?

La catégorisation raciale et ethnique semble donc avoir des incidences non négligeables sur la structure résidentielle des villes états-uniennes, en particulier si l'on se réfère à l'expérience noire états-unienne marquée par une ségrégation sans comparaison avec celle des autres groupes. Cela pose alors la question des stratégies résidentielles des

Antillais non hispaniques, qui semblent ne se conformer à aucune des théories dominantes, même pas celle de la segmentation résidentielle qui s'applique aux Noirs états-uniens. En fait, chacun des modèles semble rendre partiellement compte de la réalité résidentielle des Antillais dans la ville nord-américaine.

L'immigration antillaise et l'émergence de nouveaux schémas résidentiels

L'évolution récente des schémas résidentiels afro-caribéens ne semble pas corroborer l'idée d'une cohabitation plus importante des immigrants noirs avec les classes moyennes blanches anglo-saxonnes au fur et à mesure de leur ascension sociale et de leur acculturation. De fait, leur indice de cohabitation⁶ avec les populations blanches anglo-saxonnes est passé de 33,5 en 1990 à 29,9 en 2000 malgré une situation socio-économique moyenne stabilisée ou améliorée. Dans le comté de Broward en Floride par exemple, la progression du revenu moyen des ménages antillais de 35 000 \$ à 39 600 \$ entre 1990 et 2000 s'est accompagnée d'une chute de l'indice de cohabitation avec les Blancs de 15,4 à 11,8 (Logan et Deane, 2003). La relation entre la réussite économique collective du groupe immigré et la cohabitation résidentielle avec les *Anglos* n'est donc pas systématique. La suburbanisation rapide des immigrants noirs en Floride du Sud a été en effet favorisée par le départ des populations blanches aisées vers le nord en même temps qu'elle l'a accéléré (Audebert, 2006). La tendance initiale à la cohabitation consécutive à l'installation des Antillais dans des banlieues de classes moyennes blanches au milieu des années 1980 a rapidement laissé place à une dynamique résidentielle marquée par la succession ethnique.

Figure 2 : La cohabitation résidentielle des Antillais non hispaniques aux États-Unis en 1990 et 2000

Source : Lewis Mumford Center, Census 2000

⁶ L'indice de cohabitation (ou d'interaction) exprime la probabilité pour un membre d'une population X de partager la même unité spatiale (i) avec un membre d'une population Y. Il est calculé de la manière suivante : $\frac{\sum_i (X_i/X)(Y_i/T_i)}{X \cdot Y}$, avec X_i = population de X dans l'unité spatiale i ; Y_i = population Y dans l'unité spatiale i ; T_i = population totale dans l'unité spatiale i ; X= pop X totale dans la ville.

L'expérience caribéenne ne valide pas pour autant la théorie de l'installation systématique des immigrants noirs dans des quartiers noirs états-uniens. Comme pour les Afro-Américains, la cohabitation des Afro-Caribéens avec les Blancs a certes diminué. Mais il en a été de même de la cohabitation afro-caribéenne avec les Noirs états-uniens dans les aires métropolitaines accueillant les effectifs antillais les plus importants, ce que reflète la relative isolation résidentielle – ou cohabitation intra-ethnique – des immigrants de la Caraïbe (figure 2). Au sein d'un marché du logement noir plus large, aux marges des quartiers noirs états-uniens, les Antillais ont développé leurs propres zones résidentielles. Il existe un lien entre le poids démographique des Antillais et leur indice d'isolation : plus la part dans la population urbaine est élevée, plus leur concentration spatiale est marquée. C'est le cas en Floride du Sud où les enclaves afro-caribéennes de Little Haiti, North Miami et plus récemment North Miami Beach ont émergé de manière distincte des quartiers noirs états-uniens voisins – Liberty City ou Carol City. Dans la partie centrale de Brooklyn, les zones noires états-uniennes et antillaises se recoupent partiellement, mais les immigrés noirs ont récemment développé des quartiers distincts aux limites de Flatbush.

Dans les comtés floridiens de Broward et de Miami-Dade et à New York, où leur part dans la population noire totale est la plus élevée du pays – respectivement 43 %, 34 % et 26 % – leur indice d'isolation résidentielle est trois à quatre fois plus important que dans le reste du pays. Leur géographie de plus en plus distincte de celle des Noirs locaux s'explique par un statut socio-économique moyen plus favorable (tableau 1). La législation migratoire de 1965, privilégiant les travailleurs qualifiés, les migrants instruits et leur famille, n'y est pas étrangère. La sélectivité migratoire sur critères familiaux et professionnels rend compte d'un niveau de revenu moyen des ménages plus élevé chez les Afro-Caribéens que chez les Noirs « locaux » (43 600 \$ contre 33 600 \$ en 2000). Leur taux de pauvreté est aussi nettement inférieur à celui des seconds – 19 % contre 30 % (U.S. Census Bureau, 2002 ; Logan et Deane, 2003). En conséquence, l'environnement social des quartiers dans lesquels ils vivent apparaît plus favorable que celui des quartiers très majoritairement noirs états-uniens, même s'ils y sont confrontés à des problèmes sociaux comparables.

Tableau 1 : Revenu médian des ménages par catégorie « raciale » ou ethnique à New York, Miami et Fort Lauderdale en 2000 (en dollars US)

	Population totale	Blancs non hispaniques	Noirs états-uniens	Antillais non hispaniques
New York	41 053	58 417	32 364	38 758
Miami	35 966	50 341	29 556	33 873
Fort Lauderdale	41 691	49 045	33 832	39 821

Source : Lewis Mumford Center for Comparative Urban and Regional Research (2002) ; U.S. Census Bureau 2000, summary file 3

Dans le détail, la concentration résidentielle remarquable des Afro-Caribéens est liée à plusieurs facteurs relevant de processus d'agrégation, tels que la recherche de

logements bon marché dans les quartiers centraux à proximité des réseaux de transport public et des zones d'emploi peu qualifié dans les services et l'industrie manufacturière ; les réseaux migratoires transnationaux, qui se traduisent localement par l'installation des nouveaux venus dans les secteurs où vivent déjà leurs parents et amis ; et les stratégies de survie et d'invisibilité orientant les migrants sans statut légal vers les niches résidentielles ethniques. Parallèlement, les processus de ségrégation relevant de mécanismes structurels jouent pleinement : la segmentation ethno-raciale des marchés du logement ; les opérations de « rénovation » urbaine et de gentrification aboutissant au déplacement forcé des populations les plus pauvres ; et les décisions institutionnelles de reconnaissance et de délimitation de territoires dits « ethniques », ayant pour conséquence de renforcer les choix résidentiels des ménages à partir de critères liés à la catégorisation ethnique (Audebert, 2006).

Les aires métropolitaines de New York ou de Miami-Fort Lauderdale sont ainsi, avec leurs imposantes communautés afro-caribéennes très localisées, des contextes intéressants d'analyse de la relation entre la concentration spatiale des populations d'ascendance antillaise et leur intégration dans l'arène politique états-unienne. L'intérêt de leur analyse réside aussi dans les différences entre ces contextes urbains en termes de composition démographique et culturelle et de stratégies spatiales des populations qui s'y installent.

Les contextes urbains variés de la spatialisation des communautés antillaises

À l'échelle du quartier, les contextes floridien et new-yorkais de l'immigration antillaise sont tous deux caractérisés par l'émergence d'enclaves et de niches résidentielles largement dominées par une ou deux communautés « nationales » – Jamaïcains et Haïtiens en particulier. Mais dans le détail, il existe des différences substantielles entre ces deux espaces d'installation. Tandis que la *Big Apple* reste marquée par une large cohabitation entre les groupes nationaux antillais, la segmentation résidentielle fondée sur l'origine nationale reste plus souvent la règle chez les Afro-Caribéens à Miami et ailleurs en Floride méridionale.

À New York, aucun groupe national ne dispose à lui tout seul de la majorité démographique au sein de l'ensemble antillais anglophone et créolophone. Bien représentés, ni les Jamaïcains (39 % de l'ensemble), ni les Haïtiens (22 %), ni les Trinidadiens (14 %) ne constituent pour autant une majorité de la population caribéenne non hispanique (U.S. Census Bureau, 2002 : summary file 3). Cela s'explique par l'immensité du contexte urbain d'installation et son rôle ancien de porte d'entrée d'une immigration caribéenne massive et très diversifiée. Les Antillais anglophones et les Haïtiens partagent ainsi une longue histoire de cohabitation dans les mêmes quartiers populaires de Brooklyn. En outre, une partie de cette population afro-caribéenne cohabite depuis longtemps avec les Noirs états-unien, au point que dans les quartiers centraux de Brooklyn, elle partage avec eux les trois quarts de son espace résidentiel : les deux groupes y représentent chacun 40 % de la population (*ibid.*). Cette mosaïque ethno-géographique n'est pas sans incidences sur les alliances et compétitions électorales à l'échelle locale.

Au contraire, en Floride méridionale, les espaces résidentiels antillais sont souvent dominés par un groupe national majoritaire et il est plus pertinent de parler de quartier haïtien, jamaïcain ou bahaméen, que de parler de « quartier antillais » au sens new-yorkais du terme. La forte segmentation ethno-nationale de Miami s'enracine dans une longue histoire de ségrégation et de discrimination ayant marqué la ville depuis sa création. Le mouvement des droits civiques et la déségrégation – au moins législative – n'ont pas réussi à enrayer la consolidation de marchés du logement noirs et blancs séparés, auxquels s'est ajoutée la genèse d'un marché immobilier hispanique avec l'arrivée massive des Cubains. Les immigrants antillais non hispaniques ont ultérieurement reproduit ce schéma général, avec la constitution de quartiers populaires haïtiens dans le comté de Miami-Dade (Little Haiti et North Miami) où 85 % des Antillais non hispaniques viennent d'Haïti et celle de zones de classes moyennes et populaires jamaïcaines dans le comté de Broward (*Jamaica Hill*, Lauderdale Lakes). Logiquement, les leaders communautaires caribéens ont fait de ces lieux des zones électorales prioritaires.

DE LA CATÉGORIE RACIALE À LA COMMUNAUTÉ ETHNIQUE : IDENTITÉ ET STRATÉGIE POLITIQUE CHEZ LES IMMIGRANTS CARIBÉENS

New York et la Floride du Sud sont donc à la fois les principaux lieux d'installation des communautés afro-caribéennes, et ceux de la genèse d'une conscience identitaire et politique ayant pesé sur les stratégies électorales de ces groupes dans la société nord-américaine. Les différences de contexte observées entre les deux métropoles se lisent également dans des stratégies politiques différentes selon le lieu et l'échelle d'analyse considérés. L'ethnisation de la vie politique dans la métropole états-unienne se traduit par une géographie électorale segmentée, avec une compétition électorale exacerbée à l'intérieur des catégories racialisées ainsi qu'entre les groupes immigrés.

Noirs locaux et Noirs immigrés : des intérêts distincts liés à des expériences différentes

Dans une société où les luttes politiques sont organisées sur la base de l'ethnicité et de la catégorisation raciale, les coalitions entre communautés noires locales et immigrées sont fréquentes et perçues comme nécessaires. Elles sont en effet confrontées à des formes similaires de discrimination et sont cantonnées dans des espaces majoritairement noirs où elles partagent les mêmes problèmes économiques et sociaux (Foner, 2001 ; Rogers, 2004 : 291-292 ; Logan et Deane, 2003). Les enclaves afro-antillaises de Brooklyn et Miami ont eu tendance à se développer aux marges des zones résidentielles noires états-uniennes, avant éventuellement de s'en différencier avec le temps. Les deux groupes tendent également à voter massivement pour le Parti démocrate, comme nous le verrons ultérieurement.

Néanmoins, en dépit de défis partagés, la compétition électorale apparaît de plus en plus âpre entre les Noirs états-unien et les Antillais du fait de priorités politiques distinctes liées à une histoire différente. D'un côté, les Afro-Américains restent tradition-

nellement préoccupés par le combat permanent pour l'application des droits civiques, et un accès équitable aux ressources et au pouvoir pour les Noirs. De l'autre côté, les Antillais, tout en ayant les mêmes préoccupations que les Noirs locaux, accordent une priorité à la mise en place d'une politique d'immigration plus favorable à leurs compatriotes dont beaucoup restent sans papiers. Comme le rappelle Rogers pour le cas de New York, ils se constituent également en groupes de pression pour peser sur la politique étrangère de Washington vis-à-vis des États de la Caraïbe. Enfin, ils s'organisent en vue de la défense de leurs intérêts communautaires spécifiques dans le système institutionnel états-unien (Kasinitz, 1992 ; Audebert, 2006 ; Rogers, 2004). Ainsi, les leaders haïtiano-américains conduisent un combat permanent depuis trois décennies pour que leurs compatriotes bénéficient d'un traitement équitable en matière de politique migratoire. *La Haitian American Grassroots Coalition* a pour priorité la défense des libertés civiques des immigrants haïtiens de même que la visibilité de la communauté haïtienne sur l'échiquier politique de la société d'accueil.

En outre, le discours afro-américain de solidarité raciale est perçu par les immigrés caribéens comme une stratégie pour faire passer au second plan les intérêts spécifiques de ces derniers. De fait, il est vrai que les dirigeants politiques noirs états-unien se sont souvent opposés à toute initiative politique séparée de la part des Afro-Caribéens, qu'ils ont perçue comme une menace électorale (Rogers, 2004). La ségrégation et la concentration résidentielles analysées précédemment expliquent la cohabitation des deux groupes dans les mêmes circonscriptions électorales, ce qui a pour incidence de faire de toute ascension politique antillaise un défi majeur au maintien de la domination des élites politiques afro-américaines locales issues de la lutte pour les droits civiques. Cette compétition est d'autant plus rude que les deux groupes sont déjà en concurrence pour les ressources publiques et l'emploi au bas de l'échelle socio-économique. À Miami, la situation est illustrée par une compétition entre immigrés haïtiens et Noirs locaux pour les mêmes emplois peu qualifiés dans les secteurs des services de santé et ménagers, le nettoyage, la restauration, le transport et la sécurité.

Concentration résidentielle et ascension politique des Antillais aux États-Unis

Dans les quartiers à forte présence antillaise de New York et Miami, les stratégies de représentation politique fondées sur l'appartenance ethnique plutôt que sur la catégorie raciale sont encouragées par les institutions électorales elles-mêmes : la délimitation des circonscriptions est souvent fondée sur une géographie ethno-résidentielle en constante évolution au gré des vagues migratoires. Dans le cadre de la législation de 1965 sur les droits civiques, la délimitation de nouvelles zones électorales a pour objectif explicite d'offrir à des Afro-Caribéens de plus en plus nombreux un avantage démographique. Les circonscriptions à dominante afro-américaine et accueillant une population antillaise conséquente sont régulièrement redessinées pour donner à la présence noire immigrée plus de visibilité. En conséquence, la compétition politique entre les deux groupes prend de l'importance avec la croissance démographique des communautés antillaises et leur expansion spatiale liée à l'installation dans des secteurs de plus en plus distincts.

À New York, les quartiers de Flatbush, Jamaica et Williamsbridge accueillent de fortes minorités antillaises non hispaniques. Flatbush à Brooklyn est probablement le cas d'étude le plus intéressant, avec la concentration afro-caribéenne la plus nette de la ville. Dans ce lieu où la moitié des habitants sont nés à l'étranger, les 200 000 Noirs non-hispaniques d'ascendance caribéenne constituent un bon tiers de la population (U.S. Census Bureau, 2002). Localement, les niveaux de ségrégation entre communautés noires sont plus élevés qu'à l'échelle du district de Flatbush. Les circonscriptions municipales 40 et 45 ont ainsi été créées en 1991 pour offrir une représentation politique aux Antillais au conseil municipal de New York en se fondant sur leur concentration dans le secteur. La population caribéenne non hispanique constitue respectivement 42 % et 46 % de la population dans les deux districts (Logan et Mollenkopf, 2003 : 36) qui ont fourni les bases géographiques de l'élection des deux premiers représentants afro-antillais au conseil municipal : Una Clarke et Lloyd Henry.

Una Clarke, native de la Jamaïque, a clairement joué la carte de l'ascendance antillaise et a fondé l'Association des dirigeants et élus caribéano-américains dans l'optique d'encourager la solidarité électorale des Antillais et leur implication politique. D'autres stratégies plus inclusives ont été imaginées, comme celle du successeur d'Henry, Kendall Stewart : cet originaire de Saint-Vincent s'est autant appuyé sur le vote caribéen que sur celui des Noirs états-uniens. Cependant, avec la croissance de la population d'origine caribéenne et sa diversification, les élections locales sont de plus en plus polarisées sur la base de l'origine nationale ou de la langue d'origine. Une compétition apparaît ainsi entre les Anglo-Caribéens et les Haïtiens. Lors d'un affrontement entre un candidat antillais anglophone et un candidat haïtien, le vote haïtien tend à privilégier clairement le compatriote et inversement l'électorat anglo-caribéen est peu susceptible de voter pour le candidat haïtien. Cette polarisation révèle surtout les priorités politiques des populations concernées, avec une attention particulière de l'électorat d'origine haïtienne pour quatre sujets de préoccupations : la défense des droits des migrants haïtiens ; la création de centres de formation pour adultes créolophones donnant les moyens d'offrir d'autres perspectives que celle de l'emploi non qualifié ; l'aide aux petits entrepreneurs haïtiens (parmi les plus pauvres de la ville) à l'accès aux contrats publics ; la promotion des programmes de prévention en créole contre la déstructuration familiale dans des quartiers confrontés à de graves problèmes sociaux. La polarisation est aussi alimentée par les ambitions de personnalités politiques antillaises locales utilisant leur ascendance nationale comme une ressource électorale.

En Floride, l'attention portée par la députée noire états-unienne Carrie Meek aux questions migratoires haïtiennes lui a permis de s'assurer le soutien répété de l'électorat d'origine haïtienne pour son élection au Congrès. Dans son district, une population composée pour les deux tiers d'Haïtiens et de Noirs états-uniens a assuré sa réélection permanente entre 1992 et 2003, avant que son fils lui succède au Congrès. Cette solidarité transcendant l'appartenance ethnique dans le cadre d'élections de portée nationale semble beaucoup moins évidente à l'échelle locale. À l'échelon du comté ou de la municipalité, les Antillais non hispaniques développent une plateforme clairement caribéano-américaine en réponse au manque d'intérêt qu'ils perçoivent chez les dirigeants noirs états-uniens – à l'exception de la dynastie Meek – et parfois chez les Démocrates vis-à-vis de leurs préoccupations spécifiques. Là encore, la géographie résidentielle joue un rôle remarquable

dans leur visibilité électorale : les deux tiers des 500 000 Caribéens non hispaniques de Floride sont concentrés dans les deux comtés de Miami-Dade et Broward. Un *Caribbean American Democratic Caucus* y a été créé avec quatre objectifs. Il s'agit tout d'abord d'encourager la représentation des Caribéens non hispaniques dans les affaires politiques, et de promouvoir localement leurs intérêts dans les domaines de la politique et de l'éducation. Il s'agit aussi de renforcer leur pouvoir politique au sein du Parti démocrate. L'enjeu est enfin de soutenir les gouvernements états-unis dont la politique étrangère vis-à-vis des pays de la Caraïbe serait jugée favorable (Charles, 2003).

En dépit de cette initiative récente, l'expérience électorale et politique des Antillais en Floride diffère de celle observée à New York et ailleurs dans le Nord-Est des États-Unis, du fait d'un contexte ethno-résidentiel local différent. Les Haïtiens sont notamment plus visibles dans l'arène politique en Floride du Sud qu'ils le sont à New York. À la différence de leurs compatriotes de Brooklyn, ils se singularisent des autres communautés afro-caribéennes par de vastes secteurs résidentiels aisément identifiables et une longue expérience de lutte politique dans une société qui a traditionnellement privilégié les intérêts des conservateurs cubains au détriment des leurs et de ceux des autres communautés noires. La solidarité fondée sur l'origine nationale apparaît nettement à l'échelon local. La vie électorale antillaise non hispanique est dominée par les Haïtiens à Miami-Dade et par les Jamaïcains à Broward (tableau 2).

Tableau 2 : Les élus antillais non hispaniques en Floride du Sud : 1996-2005

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<i>Jamaïcains Broward</i>										
Conseillers municipaux	0	0	0	0	0	0	2	4	4	4
Maires	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Députés d'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Sous-total Jamaïcains</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>5</i>	<i>5</i>	<i>5</i>
<i>Haïtiens à Miami-Dade</i>										
Conseillers municipaux	1	1	1	2	2	3	3	4	4	4
Maires	0	0	0	0	1	2	1	1	1	0
Députés d'État	0	0	0	0	1	1	2	2	2	2
<i>Sous-total Haïtiens</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>4</i>	<i>6</i>	<i>6</i>	<i>7</i>	<i>7</i>	<i>6</i>
Total	1	1	2	3	5	7	9	12	12	11

Source : Miami-Dade County and Broward Election Departments, 2006

L'électorat haïtien est pour l'essentiel concentré dans le secteur nord-est du comté de Miami-Dade. Les dirigeants communautaires ont lutté pendant des années en faveur de la création d'une circonscription comprenant les secteurs de Little Haiti, North Miami, West Miami Shores et North Miami Beach où sont concentrés 90 % des Haïtiens du comté. L'électorat du District 108 a permis l'élection du premier député d'origine haïtienne, Phil Brutus, au parlement de Floride en 2000. L'expérience fut renouvelée par les électeurs du District 104 voisin deux ans plus tard. C'est en réalité à l'émergence d'un véritable bastion électoral haïtiano-américain que l'on assiste depuis dix ans, et qui s'affirme de plus en plus

comme l'épicentre de la vie politique de la communauté haïtienne aux États-Unis. Dans certains quartiers de North Miami et Miami Shores, les originaires d'Haïti constituent la majorité de l'électorat local. Leurs stratégies politiques mettent l'accent sur l'origine nationale, au point de parfois faire passer au second plan les allégeances de partis. Le cas des Haïtiens de North Miami est éloquent. Lors de l'élection présidentielle de 2000, 87 % d'entre eux étaient enregistrés en tant que démocrates. En 2001, cela ne les a pas empêchés d'élire le candidat républicain d'origine haïtienne Joe Célestin au détriment du candidat démocrate noir états-unien.

Dans le comté voisin de Broward, les élus d'origine jamaïcaine dominent la vie politique afro-caribéenne et les Haïtiens y sont nettement plus en retrait. Les Antillais y sont concentrés dans une large zone comprenant les municipalités de Miramar, Lauderhill et Lauderdale Lakes. Un tiers de la population y est d'ascendance antillaise et ce secteur peut se targuer d'avoir la plus importante concentration d'élus d'origine jamaïcaine à l'extérieur de la Jamaïque (tableau 2). Dans les deux comtés, le passage dans certaines municipalités d'un système électoral territorial global à un système organisé en districts a permis d'accroître la représentation afro-caribéenne.

VERS UNE REDÉFINITION DE L'IDENTITÉ CARIBÉENNE ET UNE REMISE EN QUESTION DE LA CATÉGORISATION ETHNO-RACIALE PAR LE POLITIQUE ?

Les évolutions démographiques significatives liées à l'immigration contribuent à transformer en profondeur les mécanismes de la vie politique dans la ville états-unienne. Elles révèlent au grand jour l'incapacité croissante de la catégorisation ethnique et raciale officielle à répondre aux défis culturels et politiques associés à la recomposition de la population, en particulier dans les grandes métropoles. Dans des villes comme New York ou Miami où la présence antillaise est massive, la compétition électorale sur la base de catégories ethniques et raciales globalisantes (Noirs, Blancs, Hispaniques, Asiatiques) reste une réalité à l'échelle métropolitaine, mais semble de moins en moins d'actualité à l'échelle locale – celle des municipalités et des quartiers. L'immigration tend à renforcer la diversité culturelle au sein des catégories raciales et ethniques. Dans les secteurs où les immigrants noirs sont très présents, la compétition électorale Blancs/Noirs ou Blancs/minorités ethniques est désormais remplacée par une compétition plus complexe entre Noirs « natifs » et Noirs issus de l'immigration. Dans des contextes urbains fortement ségrégués où la distance raciale est encore d'actualité, les Antillais tendent à vivre dans de vastes secteurs noirs, en développant cependant à une échelle plus fine des espaces résidentiels distincts marqués par une forte concentration ethnique.

La polarisation ethno-résidentielle et la redéfinition consécutive de nouvelles circonscriptions électorales comme moyens de permettre une représentation équitable des minorités ont joué un rôle clé dans cette évolution. En réponse au faible soutien des dirigeants et électeurs noirs états-unien à des candidats caribéens perçus comme de nouveaux concurrents, les Antillais ont utilisé la concentration spatiale comme un atout dans leur lutte pour redessiner les géographies électorales locales. L'enjeu est d'apporter des réponses aux besoins spécifiques des immigrants caribéens non hispaniques et de leur

donner davantage de visibilité sur la scène locale et nationale. En déplaçant la focale de la catégorie raciale au niveau national à la communauté ethnique localement, leurs stratégies redéfinissent le sens de l'identité caribéenne et posent de manière nouvelle la question de la pertinence de la catégorisation ethno-raciale à tous les échelons dans la vie politique états-unienne.

Pour autant, l'identité caribéenne aux États-Unis n'est ni monolithique, ni statique. Elle revêt des formes diverses et mouvantes selon le contexte culturel et politique local et l'échelle d'analyse considérée. À l'échelon national (fédéral), la participation indispensable à des organisations politiques plus vastes – Parti démocrate, *Black Caucus* – dilue l'influence caribéenne dans un pôle électoral noir plus large. La catégorie raciale reste ici le cadre principal de la mobilisation électorale. Au Congrès et au Sénat, les intérêts communautaires antillais sont relayés par les puissants groupes de pression afro-américains. En même temps, la catégorisation ethnique et raciale freine la constitution d'une identité politique caribéenne plus large rendant possible les solidarités entre Anglo-Caribéens et Hispano-Caribéens. De fait, cette structuration modèle profondément les catégories mentales et les représentations du « réel » des immigrés, pour qui la revendication ethnique (hispanique) ou raciale (noire ou afro-américaine) est indissociable de leur représentation institutionnelle et de la défense de leurs intérêts collectifs.

À l'échelon métropolitain, les mécanismes plus complexes de représentation politique ont constitué un terrain favorable à l'expression de solidarités entre populations afro-caribéennes de diverses origines. À Brooklyn par exemple, la variété et le poids des populations antillaises ainsi que leur cohabitation ont renforcé le sentiment d'appartenance à une vaste communauté culturelle et politique afro-caribéenne transcendant les origines nationales. En Floride, la création du *Caribbean American Democratic Caucus* illustre cette tendance, qui est renforcée par une deuxième et une troisième générations nées sur place revendiquant plusieurs ascendances nationales caribéennes. Aujourd'hui, Brooklyn et la Floride du Sud sont probablement les endroits les plus appropriés pour observer la genèse de formes originales de caribéanité qui ne se limitent pas à la dimension politique.

À l'échelon local néanmoins (quartier, municipalité), les allégeances sur la base de l'origine nationale – en partie liées à des préoccupations politiques transnationales – s'incarnent plus fréquemment dans les stratégies électorales. C'est notamment le cas dans les lieux où les Haïtiens ou les Jamaïcains représentent une part substantielle de l'électorat. Dans un contexte politique fortement décentralisé, il apparaît que plus l'échelle géographique d'analyse est fine, plus la carte de l'ascendance nationale est susceptible d'être mise en avant.

.....

Références bibliographiques

- ALBA Richard, LOGAN John, STULTS Brian, MARZAN Gilbert and ZHANG Wenquant (1999) Immigrant groups in the suburbs: a reexamination of suburbanization and spatial assimilation, *American Sociological Review*, 64, pp. 446-460.
- ALBA Richard, LOGAN John and STULTS Brian (2000) How segregated are middle-class African Americans?, *Social Problems*, 47 (4), pp. 543-558.
- AUDEBERT Cédric (2009) Residential patterns and political empowerment among Jamaicans and Haitians in the U.S. metropolis: the role of ethnicity in New York and South Florida, *Human Architecture*, 7 (4), pp. 53-68.
- AUDEBERT Cédric (2006) *L'insertion socio-spatiale des Haïtiens à Miami*, Paris, L'Harmattan, collection Populations, 300 p.
- BEAN Frank and GILLIAN Stevens (2003) *America's newcomers and the dynamics of diversity*, New York, Russell Sage.
- BROWNING Rufus, DALE Marshall and TABB David (Eds.) (2003) *Racial politics in American cities*, New York, Longman (3rd edition).
- CHARLES Jacqueline (2003) Caribbean Americans form own caucus, *The Miami Herald*, April 9.
- FONER Nancy (Ed.) (2001) *Islands in the City: West Indian migration to New York*, Berkeley, University of California Press, 312 p.
- ICELAND John, SHARPE Cicely and STEINMETZ Erika (2005) Class differences in African American residential patterns in US metropolitan areas: 1990-2000, *Social Sciences Research*, 34, pp. 252-266.
- JENNINGS James (Ed.) (1997) *Race and politics: New challenges and responses for Black activism*, London, Verso, 202 p.
- KASINITZ Philip (1992) *Caribbean New York: Black immigrants and the politics of race*, Ithaca, Cornell University Press, 280 p.
- LI Wei (1998) Anatomy of a new ethnic settlement: the Chinese ethnoburb of Los Angeles, *Urban Studies*, 35 (3), pp. 479-501.
- LIN Jan and ROBINSON Paul (2005) Spatial disparities in the expansion of the Chinese ethnoburb of Los Angeles, *Geojournal*, 64 (1), pp. 51-61.
- LOGAN John R., ALBA Richard and ZHANG W (2002) Immigrant enclave and ethnic communities in New York and Los Angeles, *American Sociological Review*, 67, pp. 299-322.
- LOGAN John R. and DEANE Glenn (2003) *Black diversity in metropolitan America*, Albany, University at Albany Press & Mumford Center for Comparative Urban and Regional Research, 13 p. On line: <http://mumford.albany.edu/census/report.html>.
- LOGAN John R. and MOLLENKOPF John (2003) *People and politics in America's big cities*, Albany, Mumford Center for Comparative Urban and Regional Research, 69 p.
- MASSEY Douglas M. (1985) Ethnic residential segregation: a theoretical synthesis and empirical review, *Sociology and Social Research*, 69, pp. 315-350.
- MASSEY Douglas and DENTON Nancy (1993) *American Apartheid: segregation and the making of the underclass*, Cambridge and London, Harvard University Press, 292 p.
- PARK Robert E., BURGESS Ernest W. and MCKENZIE Roderick D. (1925) *The City*, Chicago, Chicago University Press.
- ROGERS Reuel R. (2004) Race-based coalitions among minority groups: Afro-Caribbean immigrants and African-Americans in New York City, *Urban Affairs Review*, 39 (3), pp. 283-317.
- U.S. Census Bureau (2002) *Census of Population and Housing: 2000*, Washington, U.S. Department of Commerce. On line: www.census.gov.

Catégorisation raciale, ethnicité et compétition spatiale des communautés afro-caribéennes aux États-Unis : géographie urbaine et stratégies politiques

Cédric Audebert

Au regard de l'impact remarquable de l'immigration contemporaine sur les changements démographiques et culturels dans les villes nord-américaines, la question se pose du lien entre la catégorie raciale, l'ethnicité, la géographie résidentielle et l'ascension politique des communautés immigrées arrivées récemment. La réflexion porte sur la concentration résidentielle des deux principales communautés migrantes afro-antillaises, les Haïtiens et les Jamaïcains, comme possible facteur de la visibilité électorale et de l'ascension politique de ces groupes aux États-Unis. Un des enseignements principaux est que les recours aux registres racial ou ethnique ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent être tour à tour utilisés par un même groupe en fonction du contexte, des objectifs visés et de l'échelle spatiale considérée.

Race, Ethnicity and Spatial Competition among Afro-Caribbean Communities in the US: Urban Geography and Political Strategies

Cédric Audebert

The remarkable impact of contemporary immigration on demographics and culture in major US cities raises the issue of the relation between race, ethnicity residential patterns and political visibility of recent immigrant communities. The reflection focuses on the residential concentration of two prominent Afro-Caribbean groups – Haitians and Jamaicans – as a potential factor of electoral visibility and political ascension in the US. One of the major findings is that racial or ethnic labels are not exclusive from one another and may be used simultaneously depending on the context, the goals and the spatial unit of analysis.

Categorización racial, etnicidad y competencia espacial entre las comunidades afro-caribeñas en Estados Unidos: geografía urbana y estrategias políticas

Cédric Audebert

Respecto al impacto notable de la inmigración contemporánea sobre los cambios demográficos y culturales en las ciudades norte-americanas, se plantea la cuestión del vínculo entre la categoría racial, la etnicidad, la geografía residencial y la ascensión política de las comunidades inmigradas llegadas recientemente. Se analiza la concentración residencial de las dos principales comunidades migrantes afro-caribeñas, los Haitianos y los Jamaíquinos, como posible factor de la visibilidad electoral y de la ascensión política de estos grupos en los Estados Unidos. Una de las principales conclusiones es que las referencias a los registros raciales o étnicos no son exclusivos uno del otro y pueden ser utilizados sucesivamente por un mismo grupo en función del contexto, de los objetivos contemplados y de la escala espacial en cuestión.